



Conseil d'administration

Séance du 29 novembre 2022

Délibération n°28-2022

Donnant délégations au directeur/à la directrice de l'établissement public

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-8, R.331-23 et suivants définissant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 ;

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2021, modifié par arrêté préfectoral du 7 février 2022, portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu la délibération n°36-2021 du 2 novembre 2021 fixant le montant des contrats, conventions et marchés au-delà duquel le conseil d'administration délibère ;

Vu la délibération n°38-2021 du conseil d'administration du 2 novembre 2021 donnant délégations au directeur/ à la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu les dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration du Parc national du Mercantour, modifié par délibération du 13 mars 2020 ;

Vu la procédure de vote en ligne mise en place par le Parc national et les résultats issus de ce dispositif, cette séance du conseil d'administration s'étant déroulée en visio-conférence et en présentiel ;

Vu le rapport de la directrice et sur proposition du président ;

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration du Parc national du Mercantour :

Article 1 : décide d'abroger la délibération n°38-2021 du 2 novembre 2021 portant délégations à la directrice/au directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 2 : décide de déléguer au directeur/à la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour les attributions suivantes :

1. les programmes généraux d'activité et d'investissement ;
2. les projets de contrats d'objectifs avec l'État ;
3. les programmes de contribution aux recherches et les subventions ;
4. la politique tarifaire de l'établissement, y compris les remises, rabais et ristournes ainsi que les redevances dues au titre des autorisations temporaires d'occupation des immeubles affectés à l'établissement public ;
5. les contrats, conventions et marchés jusqu'à 200 000 euros Hors Taxes ;
6. l'octroi d'hypothèques, de cautions ou d'autres garanties ;
7. l'acquisition ou l'aliénation des biens immobiliers, les baux et locations d'immeubles d'une durée supérieure à neuf ans ;

8. les actions en justice à intenter au nom de l'établissement et les transactions ;
9. l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
10. les programmes de mise en œuvre de la charte du parc national par l'établissement ;
11. les conventions d'application de la charte et les contrats de partenariat pour les projets concourant à la mise en œuvre de la charte prévus au I de [l'article L. 331-3](#) ainsi que les conventions de mise en œuvre de l'article L. 331-9-1 ;
12. les demandes d'avis qui lui sont faites en application du III de l'article L. 331-3 ;
13. les propositions, faites aux autorités administratives compétentes en application de [l'article L. 331-14](#), de mesures particulières à la pêche, la circulation en mer et la gestion du domaine public maritime dans le cœur du parc national ;
14. les travaux ou mesures permettant de restaurer des écosystèmes dégradés ou de prévenir une évolution préjudiciable des milieux naturels dans le cœur du parc national, sur le rapport du directeur et du président du conseil scientifique.

Article 3 : autorise le directeur/la directrice, pour la durée de ses fonctions, à arrêter, en accord avec le contrôleur budgétaire, les modifications du budget qui n'affectent ni le montant de ce budget, ni les effectifs du personnel.

Article 4 : décide, en outre, de donner délégation permanente au directeur/à la directrice concernant :

- les actions à entreprendre dans la gestion de l'espace protégé transfrontalier (GECT / Parc européen Alpi Maritime-Mercantour)
- dans le cadre de la politique sociale de l'établissement, l'engagement de dépenses pour des cadeaux ou des prestations au bénéfice d'agents ou d'administrateurs, dans la limite de 2 000 euros par an.


Article 5 : Ces délégations sont données, à titre permanent, pour la durée du mandat du conseil d'administration.

En cas de vacance de poste, elles seront données à la direction-adjointe qui assurera l'intérim jusqu'au recrutement d'un nouveau directeur.

Cette délibération est adoptée à 32 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention.

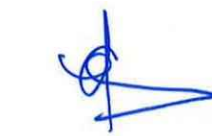
A Nice, le 29 novembre 2022

Le président
du conseil d'administration



Charles-Ange GINESY

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU